

Extrait de l'interview d'Olivia Sarton, directrice scientifique de Juristes pour l'Enfance

Olivia Sarton, vous venez de publier « *PMA : ce qu'on ne vous dit pas* » aux Editions Tequi. Pourquoi ce livre ?

Il m'a paru important d'apporter un éclairage un peu différent dans le débat sur le projet de loi de bioéthique, et j'ai cherché à mettre en lumière les faces cachées de ce projet.

Le débat sur l'assistance médicale à la procréation est biaisé et les arguments invoqués pour l'extension de la PMA sans condition n'ont rien à voir avec les motifs réels. On nous parle d'égalité de droit pour les femmes homosexuelles ou les femmes seules, de fin du patriarcat, de la consécration d'un droit au désir d'enfant...

Mais en réalité les véritables instigateurs de cette extension de la PMA n'ont que faire du droit des femmes. L'enjeu est ailleurs : il est dans les milliards d'euros que représente le marché de l'assistance médicale à la procréation et qui justifie beaucoup de silences coupables.

Alors justement que nous cache-t-on sur la PMA ?

En premier lieu, personne ne parle de cet enjeu financier que représente l'extension du marché de la PMA. Cette manne juteuse est convoitée par des investisseurs financiers qui s'appuient sur des techno-scientifiques ivres de s'approprier le vivant. A l'échelle mondiale, il s'agit de centaines de milliards de dollars.

C'est colossal et cela justifie que l'on passe sous silence les dommages collatéraux de la PMA qui concernent en particulier les enfants : ceux-ci sont par exemple exposés, de par leur mode de conception, à des pathologies lourdes. Dans le cadre de la PMA avec tiers donneurs, ils sont privés de leur filiation biologique. Quand la PMA sera réalisée au profit d'un couple de femmes ou de femmes seules, ils seront privés de leur filiation paternelle et privés de père tout court. C'est une injustice qui leur est faite mais nous sommes tellement anesthésiés par les discours autour de la revendication d'un droit à l'enfant que beaucoup n'ont plus conscience de la violation des droits des enfants qui va entraîner des désordres majeurs dans la société. Ce livre remet les choses à leur juste place.

Mais les dommages collatéraux ne concernent pas que les enfants : les candidats à la PMA sont eux aussi exposés à des risques, notamment médicaux, et les donneurs de gamètes sont trompés par la loi qui leur promet qu'il n'y aura jamais d'action en recherche de paternité contre eux, ce qui sera intenable. Enfin, ce sont nos intérêts à tous qui sont mis en danger : en termes de santé par exemple, puisqu'en France la PMA est prise en charge à 100% par l'assurance maladie. La Sécu va consacrer à la PMA un budget sans cesse en augmentation, au détriment des budgets de soins ordinaires. Et l'on a vu avec la crise du Covid quel prix nous payions pour les mauvais arbitrages réalisés avec le budget de la Santé.

N'est-ce pas un combat déjà joué ?

Non, au contraire et il est très important de ne pas se laisser prendre à ce piège des promoteurs du marché de la PMA qui veulent nous faire croire que « tout est joué ».

La période particulière que nous vivons permet une pause forcée dans l'examen du projet de loi de bioéthique. Elle agit en outre comme un révélateur des défauts de notre société.

Tous posent la question : que voulons-nous pour l'après ? Nous sommes donc dans un moment particulièrement propice pour prendre conscience que la réalisation égoïste de nos désirs génère des maux importants ou encore pour redonner sa véritable finalité à la médecine et au budget de la santé : celle de soigner et non de devenir une technique pour assouvir les désirs humains les plus fous.

Il ne faut pas lâcher ce combat sur la PMA car si nous acceptons une loi injuste qui brade les droits des plus fragiles et des plus faibles d'entre nous, nous ouvrons la porte aux excès les plus dangereux.